



Réponse de l'Agurre à la consultation publique de l'Arcep intitulée :

« Projet de modalités d'attribution des fréquences de la bande 3,8 – 4,2 GHz pour les réseaux mobiles à très haut débit pour des besoins professionnel » du 2 juin 2025

2 juillet 2025

Avant-propos

La présente contribution constitue la réponse de l'Agurre. Il s'agit d'une version publique.

L'**Association des Grands Utilisateurs de Réseaux Radio d'Exploitation (Agurre)**, créée en 2012, rassemble treize membres, tous impactés par l'évolution des usages professionnels vers le haut débit mobile.

Pour l'**Agurre** et chacun de ses membres, l'enjeu est de mettre en œuvre des réseaux mobiles permettant la continuité des usages actuels et d'adresser les nouveaux besoins liés au haut débit, pour leurs missions d'exploitation, de sécurité et de sûreté.

Cela sous-entend :

- Un accès aux fréquences nécessaires aux communications critiques et à l'évolution des usages professionnels vers le haut débit mobile ;
- La mise en place du cadre réglementaire approprié ;
- La perspective d'un large écosystème industriel.

L'**Agurre** exerce les missions suivantes :

- Fédérer les besoins des utilisateurs en matière d'évolutions des réseaux mobiles professionnels (souvent désigné par le sigle anglophone PMR) ;
- Favoriser la mutualisation des expertises et partager les stratégies d'évolutions ;
- Favoriser la conduite d'expérimentations complémentaires, liées aux technologies et fréquences radio pour les communications critiques, et partager les retours d'expériences ;
- Promouvoir, de manière coordonnée, les besoins en fréquences auprès des pouvoirs publics ; par exemple, l'**Agurre** contribue régulièrement aux consultations publiques conduites par l'**Arcep**, l'**ANFR** et la **Direction Générale des Entreprises**, et expose les besoins et positions consolidés de ses membres ;
- Assurer une veille technologique et orienter les industriels dans le développement des solutions (infrastructure et terminaux).

Voir aussi le site de l'association www.agurre.fr.

Projet de modalités d'attribution des fréquences de la bande 3,8 – 4,2 GHz pour les réseaux mobiles à très haut débit pour des besoins professionnels

Réponses de l'Agurre

Question n°1

Avez-vous des observations sur le présent projet de modalités d'attribution des fréquences de la bande 3,8 – 4,2 GHz ?

L'Agurre note qu'une grande partie des modalités d'attribution des fréquences de la bande 3,8-4,2 GHz sont identiques à celles qui existent par ailleurs pour la bande 2,6 GHz TDD et n'a pas d'observations particulières à l'exception des deux remarques exprimées à la suite.

Dans la section §3.2 « Etendue géographique des autorisations », l'Arcep a fait évoluer son approche (par rapport à la bande 2,6 GHz TDD) en distinguant deux zones uniquement (au lieu de trois) – une zone d'autorisation et une zone de coordination – avec pour chacune un niveau de champs en limite inférieur de 4 dBμV/m/5 MHz par rapport au niveau de champ que l'on avait en 2,6 GHz TDD. L'Agurre ne trouve pas de justification à cet écart mais constate que cela augmente la taille de la zone d'autorisation, et donc de tarification.

Dans la section §3.3 « Obligations de couverture, de qualité de service, de disponibilité et d'utilisation effective des fréquences », l'Arcep reprend les contraintes de couverture, de débits et de GTR qui sont utilisées en bande 2,6 GHz TDD et que nous connaissons bien. Cependant, avec l'expérience acquise grâce au Guichet 2,6 GHz TDD, il nous semble que celles-ci paraissent maintenant disproportionnées pour l'usage privé qui doit être fait de cette bande de fréquence. Les membres de l'Agurre seront amenés à déployer des réseaux RMP très variés, et nous suggérons, pour cette raison, que les exigences présentées soient revues à la baisse pour ne conserver que le strict nécessaire.

L'Agurre comprend évidemment le besoin de se prémunir des entreprises qui voudraient thésauriser les fréquences sans déployer de réseau, mais considère que les moyens proposés vont au-delà de ce qu'il est nécessaire et acceptable par les entreprises de bonne foi.

Question n°2

Avez-vous d'autres commentaires à formuler ?

L'Agurre note que la bande 3410-3490 MHz n'apparaît pas dans cette consultation alors qu'elle faisait partie de la consultation publique du 4 novembre 2024 avec la bande 3,8-4,2 GHz.

L'Agurre souhaite réitérer son grand intérêt pour cette bande de fréquence qui a la particularité de permettre des puissances hautes, et nous espérons toujours une issue favorable sur l'utilisation de cette bande.

L'Agurre souhaite que les usages temporaires soient pris en compte pour l'attribution des autorisations, peut-être avec un processus simplifié du fait de leurs caractères de courtes durées d'utilisation. A titre d'exemple, cela concerne la couverture de bases travaux sur des zones surfaciques de l'ordre de quelques kilomètres de rayon et pour des durées allant jusqu'à plusieurs mois ou pour des zones de chantiers sur des voies ferrées sur des distances pouvant aller jusqu'à plusieurs dizaines de kilomètres.